

ce qu'ils peuvent faire, individuellement et collectivement, pour aider à réaliser le plein emploi, à hausser le niveau de vie, sans qu'ils aient pour autant à renoncer à diriger leur propre sort.

En multipliant les organismes, surtout ceux dont l'activité ferait double emploi avec ceux qui existent déjà et ceux qui nous sont proposés dans le programme législatif, nous gonflons démesurément les fonctions de l'État. Récemment, j'ai dû prendre contact avec le cabinet de la grande province de l'Alberta. Aux dires des ministres provinciaux, l'État fédéral s'occupe déjà trop des affaires de la province et au lieu de nous voir étendre notre sphère de compétence, ils voudraient plutôt que nous la limitations. Par ailleurs, j'ai trouvé qu'ils ne faisaient pas la part des choses, car ils ne nous ont jamais proposé de diminuer notre aide financière. Or il me semble que quiconque demande une aide financière doit du même coup admettre un certain contrôle. C'est ce que certains appellent une planification directrice. Nous avons déjà le Conseil national de la productivité. Nul doute qu'en accomplissant la tâche qui lui a été attribuée, cet organisme s'occupera de l'emplacement des industries. En fait, de quoi s'occuperait-il sinon de fournir aux industries, aux provinces et aux ministères fédéraux les avis qu'il convient au sujet de l'emplacement des industries et de la répartition appropriée de la main-d'œuvre? Mais plus l'industrie privée et l'entreprise privée auront de latitude, mieux cela vaudra, d'après moi.

Si, dès que l'emploi diminue dans une région, le gouvernement fédéral s'en mêle et y introduit une industrie déracinée d'ailleurs ou même en crée une nouvelle, la population de cette région aura tendance à y demeurer, et peut-être même pourra-t-on la persuader d'adopter un mode de vie qui lui est étranger. Ainsi, si une mine ferme ses portes, comment allons-nous savoir que si une usine de lainage s'établissait dans la région la population passerait de la mine à cette usine? A mon sens, la principale fonction de notre Conseil de la productivité consiste à étudier notre production nationale, nos marchés internationaux, et de voir dans quels domaines nous pouvons encourager les industries que nous avons et les industries qui sont déjà établies dans n'importe quelle région du pays à améliorer leur situation économique; et je ne vois rien de mal à attirer des gens qui veulent vraiment travailler, d'une région de notre pays à une autre.

Dans le nord de l'Alberta, actuellement, nous prévoyons un essor des plus spectaculaires dans la production de pétrole à partir de sable bitumineux. Si notre Conseil de la

productivité jette un coup d'œil sur ce vaste pays, qui, je le prédis, sera un jour aussi riche que la Ruhr, si nos entrepreneurs se rendent là-bas et mettent au point une nouvelle industrie de proportions gigantesques, nos chômeurs, peu importe où ils se trouveront au Canada, seront encouragés à transporter leurs énergies, leurs aptitudes et leur confiance dans le nord de l'Alberta afin d'aider à l'essor de cette vaste industrie. Je n'exagère pas en disant qu'il y a là 500 milliards de barils de pétrole qu'il s'agit d'extraire des sables et d'écouler sur les marchés.

Voilà le genre de défi qui se pose à nous au Canada actuellement. Il ne saurait être question d'esquiver ce problème. Il ne saurait être question de demander à tout gouvernement, que ce soit au palier national, provincial et municipal, de s'occuper de nos affaires. Ce sur quoi nous tablons c'est l'effort individuel, la confiance et l'énergie, et tout office de planification ne devrait faire autre chose que de créer l'atmosphère au sein de laquelle l'entreprise privée peut prospérer. Je n'exagère pas la confiance que j'ai envers l'entreprise privée. C'est elle qui nous a fourni tout ce que nous avons aujourd'hui, et je suis sûr qu'elle nous conduira vers de plus hauts sommets encore. Il y a quelques mois seulement, d'un bout à l'autre du pays, nous entendions des prophètes de malheur. L'opposition prétendait que nos finances étaient dans un état lamentable. Elle prétendait que nous ne voulions ni ne pouvions plus conduire notre pays vers des temps meilleurs. Or, aujourd'hui, elle s'excuse d'un bout à l'autre du pays de ce qu'elle appelle un commencement de prospérité. Peut-être est-ce accidentel; peut-être estime-t-elle que cette prospérité est attribuable aux offices de planification. Ce n'est pas mon avis. A mon sens, cette prospérité n'est pas du tout attribuable aux offices de planification. Je crois qu'elle est attribuable au fait qu'en tant qu'individus et non en tant que socialistes ni même en tant que libéraux de gauche, nous sommes une nation énergique. Nous autres, du parti conservateur, avons foi en la libre entreprise, en l'avenir de notre pays, et en la collaboration entre les ministères du gouvernement. Et même comme l'un de nos orateurs socialistes l'a dit cet après-midi, nous ne voulons pas de mesures prises à l'aveuglette, non plus qu'un double emploi dans le domaine de la planification.

Les membres de mon parti constituent l'office de planification par excellence pour notre pays. C'est à nous qu'il revient de concevoir des programmes adaptés à chacun, recherchant la contribution individuelle. A mon avis cet office de planification ne peut pas faire